

Qu'est-ce qu'une nation POST-SIONISTE ?

Denis Charbit

Maître de conférences en science
politique à l'Open University, Israël.

Parmi ses publications : *Sionismes-
Textes fondamentaux*, Albin Michel,
1998. « Retour à Altneuland.

La traversée des utopies sionistes »
in Theodor Herzl, *Altneuland –
Nouveau pays ancien*, éd. de l'Éclat,

2004, « Déclinaisons du franco-
judaïsme », in David Biale (dir.),

*Les Cultures des Juifs. Une nouvelle
histoire*, éd. de l'Éclat, 2005.

Traduction, notes et postface
du recueil d'essais d'A.B. Yehoshua,
Israël, un examen moral,
Calmann-Lévy, 2005.

La question des territoires et la définition d'Israël comme « Etat juif et démocratique » constituent, en apparence, deux débats distincts et parallèles : le premier a trait à la situation extérieure, au conflit israélo-palestinien, aux frontières définitives à établir, alors que le second concerne le caractère interne, la détermination des valeurs fondamentales de l'Etat et la gestion des rapports sociaux, culturels et politiques entre les différentes composantes de la population israélienne. En réalité, ce sont les deux faces du même problème.¹ Un enjeu commun les unit, qui touche, selon nous, à la conception même que l'on se fait de la nation en Israël – la perception de ce qu'elle est aujourd'hui, l'évaluation de ce qu'elle sera, la vision de ce qu'elle devrait être.

La position des néo-sionistes ne souffre pas d'ambiguïté : ils plaident pour une nation religieuse dont les critères d'appartenance sont strictement définis par la *Hala-*

kha et dont la mission est d'anticiper l'avènement du Messie et de l'ère messianique, par les œuvres, les actes et la conscience qu'elle doit avoir de son rôle dans l'économie de la Providence.

La position sioniste est un peu plus complexe : tiraillés entre les exigences de la modernité politique et culturelle et la conscience de la singularité historique du peuple juif, les sionistes défendent le principe d'une nation ethno-culturelle dotée d'un cadre politique et social moderne affranchi de la tutelle religieuse, mais respectant, cependant, le fondement traditionnel qui la distingue : à savoir, l'entrée dans la nation juive par le biais exclusif de la filiation matrilineaire ou de la conversion.²

Dans les deux cas, la conception que se font les uns et les autres de la nation a été, repérée, étudiée, clarifiée – ses origines, sa filiation intellectuelle, ses critères de distinction, ses mutations –, même si les interprétations qu'en donnent les chercheurs diffèrent souvent en fonction de l'angle choisi, théorique, empirique ou textuel.

En revanche, une discrétion relative règne sur l'attitude des post-sionistes vis-à-vis de la question nationale. Ce mutisme est surprenant compte tenu du flot d'études savantes ou vulgarisatrices qui leur sont consacrées. D'un côté, les post-sionistes se montrent très critiques envers le nationalisme en général, et le nationalisme juif, tel que le sionisme l'a incarné en particulier ; de l'autre, les modèles de substitution qu'ils proposent les confrontent à de nouvelles apories et restent relativement flous.

Que faire de la nation juive ? La remplacer par une nation israélienne ? Dans quel sens transformer l'Etat juif ? Vers une structure bi-nationale ou encore une démocratie multiculturelle ? Et si la notion même de nation était le problème ? Que cette indétermination soit délibérée ou involontaire, il y a là une lacune, un impensé de la réflexion post-sioniste sur laquelle nous voudrions porter l'attention.

Un post-sionisme à trois dimensions

Soucieux de mettre de l'ordre dans la confusion régnante autour de ce terme passe-partout, Alain Dieckhoff discerne dans le post-sionisme trois dimensions spécifiques : il peut être appréhendé, explique-t-il, comme un fait social ; une approche historiographique ; et une contre-idéologie.³

Le *fait social* a trait aux mutations accélérées qui transforment la société israélienne depuis deux décennies environ. Elles ont été définies comme post-sionistes, non seulement parce qu'elles sont en rupture avec le modèle travailliste dominant antérieur, mais aussi parce qu'elles l'ont à peu près englouti. Ces mutations ont affecté simultanément :

- le champ politique : émergence de groupes de pression extra-parlementaires et de mouvements sociaux influents; dynamisme du réseau associatif constitutif d'une société civile très active face au système politique.

- le champ judiciaire : révolution constitutionnelle de la Cour suprême et judiciarisation de la vie publique.

- le champ social et culturel : essor des revendications ethniques et des expressions individualistes, visibilité des groupes féministes et homosexuels.

- le champ économique : économie libérale et insertion d'Israël dans la mondialisation.

- le conflit israélo-arabe : reconnaissance de l'O.L.P. et « Déclaration de principes » d'Oslo.

L'approche historiographique correspond à cette lecture, plus exactement, cette re-lecture de l'histoire du sionisme et d'Israël effectuée par ceux qui se sont proclamés avec fracas les « nouveaux historiens ». Leur disposition à réviser l'interprétation classique et officielle, à se démarquer des mythes fondateurs, à neutraliser le poids de l'ethos idéologique dans lequel ils baignent en tant qu'Israéliens leur a valu cette qualification de « post-sionistes ».

Enfin, on entend également par post-sionisme une *contre-idéologie* qui, calquée sur le post-modernisme, propose, à partir d'une critique radicale des pratiques passées et présentes du sionisme, de refonder l'Etat d'Israël sur d'autres bases de légitimité que celles établies par le sionisme d'Etat.⁴

Les « nouveaux sociologues », post-sionistes du troisième type

Le post-sionisme comme contre-idéologie est principalement le fait des « nouveaux sociologues ». L'apparition de ces derniers dans le sillage des « nouveaux historiens » et la reprise du même label de nouveauté semblaient indiquer une continuité et une complémentarité entre les deux écoles : les historiens se penchent sur le passé tandis que les sociologues privilégient le présent ; les premiers traitent surtout du conflit israélo-arabe et des relations extérieures de l'Etat d'Israël dans le système régional et international, tandis que les seconds se concentrent sur les rapports intérieurs entre les groupes sociaux constitutifs de la société israélienne et le rôle qu'y joue l'Etat d'Israël. Or, en dépit de ce prolongement apparent, les deux écoles se divisent sur la nature de leur post-sionisme. A la différence des « nouveaux historiens » dont le post-sionisme est littéral en ce sens qu'il vient après la période héroïque liée à la création de l'Etat d'Israël et consiste en une sensibilité morale et déontologique essentiellement appliquée dans l'exercice de leurs fonctions scientifiques, le « post-sionisme » des sociologues n'est pas seulement l'expression d'une relève des générations, il est surtout un discours militant et dissident dont ils sont les têtes pensantes. Alors que pour les « nouveaux historiens », l'ad-

hésion à un agenda politique post-sioniste relève d'un choix personnel, elle est automatique pour les « nouveaux sociologues ». Tout « nouvel historien » n'est pas nécessairement post-sioniste (voir le cas de Benny Morris) alors que les « nouveaux sociologues » le sont tous. Leur post-sionisme déborde le cadre de la discipline : ils ne se contentent pas de contester l'hégémonie méthodologique, théorique et thématique de leurs prédécesseurs ; de s'affranchir de la tutelle idéologique sous-jacente à leurs travaux ; d'introduire dans le champ sociologique l'esprit de révision et d'innovation vital pour renouveler la recherche scientifique. Ils sont les seuls à s'engager de manière continue dans l'arène, et non de façon sporadique comme pourrait le faire un « nouvel historien ». Ils participent à l'espace public, interviennent activement dans les médias par des tribunes radiophoniques, des chroniques dans la presse écrite et leur signature au bas de nombreuses pétitions, animent des revues de réflexion comme *Theoria Ve-bikoret* (Théorie et Critique)⁵ et s'impliquent même dans des associations militantes, notamment *Ha-Keshet Ha-Mizrachit Ha-Demokratit* (« L'Arc-en-ciel oriental démocratique »).⁶ Inspirés par la « sociologie critique », ils ne dissimulent pas leur souci d'aller au-delà d'une description de la société israélienne, au-delà d'hypothèses explicatives, voire d'une théorie globale qui dévoilerait les mécanismes de reproduction et de changement social à l'œuvre en Israël. Alors qu'il serait juste de qualifier le post-sionisme des « nouveaux historiens » de *soft*, de le tenir pour un post-sionisme *de facto*, celui des « nouveaux sociologues » fait figure de post-sionisme *hard* (ou encore de post-sionisme *de jure*). Il se dégage, en effet, de leurs travaux une contre-idéologie – plutôt qu'idéologie tout court – à la fois parce qu'elle se pose et se définit en opposition directe au sionisme, mais surtout parce que la part de la critique, de l'examen du réel, est écrasante, comparé à la force de proposition qui demeure marginale. Autant la recension des tares et des vices du système, qu'ils imputent globalement au sionisme, est quantitativement impressionnante, autant leur capacité programmatique reste limitée. Certes, toute révision critique du passé (effectuée par les « nouveaux historiens ») et toute dénonciation du présent (accomplie par les « nouveaux sociologues ») laisse voir en creux une image de ce à quoi ressemblerait la cité post-sioniste. A partir d'une critique systématique des postulats du sionisme (nation, langue, territoire) et des pratiques d'Etat exercées par Israël, le post-sionisme, lorsqu'il fonctionne comme une contre-idéologie, élabore le projet d'une cité multiculturelle, décolonisée et dénationalisée. N'est-elle pas la cité de l'utopie ? Les post-sionistes se gardent bien d'adopter cette veine que n'avait pas dédaignée le sionisme : lorsque tout est contrôle, système, structure, pouvoir, oppression et manipulation, le discours utopique est susceptible, lui aussi, de passer au crible de la critique. L'édification d'une Cité Radieuse ne protège pas de la déconstruction. Ressenteraient-ils confusément que, binational ou multiculturel,

l'Isratine (Israël-Palestine) post-sioniste de leurs rêves produira ses exclus et ses damnés et sera, elle aussi, répressive ?⁷

Pour ce qui est du présent, l'utopie reste toujours prématurée : quand bien même ils observent avec attention et une globale satisfaction les changements, ils ne s'empressent pas de décréter qu'un autre Israël est né : car ce qui a cours dans la société n'est pas vrai de l'Etat. Si la société avance, l'Etat ne suit pas ; la première a pu se révéler moins strictement sioniste, l'Etat, lui, le demeure plus que jamais.⁸ Et c'est ce décalage entre une société dynamique et un Etat idéologiquement dogmatique qui explique leur jugement impitoyable et leur pessimisme critique.

Inébranlable et imperméable à ces évolutions sociales qu'il ne peut ignorer, l'Etat résiste à la pression extérieure, coûte que coûte, en maintenant un discours de légitimation totalement inadapté aux réalités immédiates, mobilisant, à cet effet, les appareils idéologiques d'Etat : école, armée, télévision et mass-media, rituels de commémoration, etc... Ainsi, contrairement à l'agonie du sionisme repérée à tous les niveaux et dans toutes les couches de la société israélienne, ce sont les post-sionistes qui, paradoxalement, affirment que le sionisme n'est pas mort,⁹ que le cadavre bouge encore, qu'il a, en vérité, toute la vie devant soi, puisqu'il est toujours hégémonique dans l'appareil d'Etat, omniprésent et omnipotent à tous les échelons et dans tous ses rouages. Alors que la société s'en émancipe, l'Etat, qui persiste à maintenir le sionisme comme discours officiel et pratique dominante, est son dernier refuge, son ultime pré carré. C'est fort de cette position inexpugnable que le sionisme dirige tout, régente tout, dicte tout. Il est le nom chargé de tous les maux, de tous les péchés – des inégalités sociales à l'occupation, de la religion d'Etat au conformisme culturel – le péché originel et permanent. Tout ce qui en Israël est synonyme de discrimination, de racisme, d'exclusion en est le produit. Ce monisme consistant à tout imputer à une seule cause est le point faible de la cause post-sioniste : rien ne s'explique jamais par un seul et unique facteur.

Le post-sionisme et l'Etat : un discours ambigu

Stigmatiser le sionisme revient à stigmatiser l'Etat d'Israël qui en est le produit, et donc, par extension, l'Etat-nation. La critique de l'Etat-nation suppose une mise en cause distincte de l'Etat, puis de la nation, enfin de leur réunion. Or, l'attitude post-sioniste vis-à-vis de l'Etat est marquée par l'ambivalence. D'un côté, on retrouve l'empreinte du marxisme lorsqu'il dénonce la prétention de l'Etat à jouer le rôle d'arbitre et de régulateur situé au-dessus de la mêlée : l'Etat est bien cette superstructure qui, sous les apparences de la neutralité et de la rationalité, défend les intérêts d'une classe sociale minoritaire et privilégiée. Il en va de même pour

l'Etat d'Israël, qui, à l'instar de tous les Etats,¹⁰ mobilise une idéologie pour parvenir à ses fins, en l'occurrence, le sionisme. Toutefois, en dépit de cette suspicion d'origine marxiste envers l'Etat dont les post-sionistes dévoilent les ressorts cachés, aucun d'eux n'en tire la conclusion révolutionnaire brandie par des générations de marxistes : l'abolition de l'Etat ; pas plus, d'ailleurs, qu'ils ne réclament la propriété collective des moyens de production. Les post-sionistes critiquent l'hégémonie idéologique du sionisme, la stratification sociale, les structures de l'Etat d'Israël, non le principe de son existence. C'est qu'à l'heure du libéralisme économique sans frein et de la dérégulation tous azimuts, l'Etat retrouve une raison d'être qui justifie son maintien et sa défense : à défaut de révolution, le mot d'ordre principal est la redistribution. Or, pour qu'il y ait authentique redistribution, qui ne soit pas celle de la « main invisible » à la Adam Smith, ils réclament, à cor et à cri, l'intervention massive de l'Etat et ressuscitent l'Etat-Providence, autrefois méprisé au titre de la collaboration de classes et de la complaisance avec le capitalisme. Voilà pourquoi il sort à peu près indemne des critiques qui lui sont adressées : l'Etat est ce qu'en font ses détenteurs, autrement dit, c'est un appareil neutre, susceptible d'être utilisé à bon escient si les gouvernants s'emploient à l'orienter dans une direction égalitaire ; ou, inversement, d'être exploité par une élite qui l'inféode à ses intérêts, comme c'est le cas en Israël – non parce qu'Israël est un Etat, mais parce que l'alliance du libéralisme et du sionisme le détourne de la bonne voie qu'on pourrait lui faire prendre. Alors qu'il aurait du être voué aux gémonies pour ce qu'il est et ceux qu'il sert, voilà qu'ils le tiennent plus que jamais pour l'institution la plus apte à effectuer cette justice sociale qu'ils appellent de leurs vœux. En ce sens, les post-sionistes s'en prennent moins au *Staat* qu'au *Juden* du manifeste d'Herzl. Leur contentieux ne vise pas l'institution étatique en tant que telle, mais ses procédures dévoyées.

De l'infrastructure économique aux superstructures culturelles

Les post-sionistes révèlent une tolérance zéro pour les inégalités.¹¹ Leurs enquêtes et leurs recherches ont pour trait commun de rendre compte de la manière la plus systématique de leur réalité, de leur étendue dans le tissu social, et de leur aggravation continue. Mais si les inégalités économiques sont la partie manifeste, quantifiable, mesurable des discriminations, elles ne sont que la part émergée de l'iceberg. Pour en dégager leur aspect systémique, il ne suffit pas, estiment les post-modernes, et les post-sionistes dans leur sillage, de se pencher sur les rapports d'exploitation économique qui se nouent entre capital et travail. Il faut aller fouiller du côté des superstructures, celles-là même que les marxistes ont négligé d'étudier en n'y voyant qu'un reflet. Il importe, au contraire, d'explorer le champ du langage et de la culture, d'analyser les repré-

sentations, les discours, les récits, les mythes, les désignations péjoratives et laudatives, et ce, parce qu'elles ont pour fonction éminente de légitimer et de naturaliser les discriminations sociales : la culture est l'arme secrète de la domination, une arme efficace et redoutable par les lieux communs, les stéréotypes et les idées reçues qu'elle véhicule. Aussi après avoir débusqué l'idéologie dans le langage, les post-sionistes s'efforcent de le subvertir et proposent des substituts qui remettent en cause ce que le discours sioniste tient pour évidence et a légué comme tel : rétablir, par exemple, le nom de « Palestine » au lieu d'« Eretz Israël » ; qualifier d'« expropriation » et de « colonisation » ce que, par euphémisme et hyperbole, les sionistes appelaient « Rédemption de la Terre » ; définir froidement comme « immigration » ce qui fut sacralisée avec pathos sous le nom d'« *alyah* » (montée, élévation) ; en finir avec le prétendu aspect « spécifique », « singulier », « exceptionnel » de l'histoire contemporaine d'Israël ; considérer le sionisme comme une variante de l'idéologie colonialiste, identifier ses acteurs aux « colonisateurs » et ses victimes autochtones ou fraîchement émigrés aux « colonisés ». Au « grand récit » prétendant à l'objectivité, alors qu'il est toujours en fait la version du vainqueur, ils substituent la notion de « narratif » afin de mieux faire valoir la voix étouffée, réprimée, censurée dans le but déclaré de relativiser l'exclusivité du sionisme, qui n'est plus désormais le seul discours en lice. Parallèlement, des auteurs se sont efforcés d'en déconstruire les idées-forces, tel Boas Evron qui dans ce que l'on peut bien considérer comme le premier ouvrage post-sioniste avant la lettre, paru avant que le terme ne soit forgé, a examiné les postulats sur lesquels le sionisme repose.¹² Quelques années plus tard, Amnon Raz-Krakotskin, examinant la notion sioniste de « négation de l'exil », dénonçait l'emprunt massif de représentations antisémites grossières et caricaturales effectué par le discours sioniste pour opposer au « nouvel homme juif » son contre-exemple stéréotypé associé à la diaspora : faible, pleutre, couard, obséquieux, déraciné, efféminé, émasculé.¹³ Passées au crible de la grille de lecture proposée par Edward Saïd, les attitudes sionistes relatives à la « question arabe » sont perçues comme relevant globalement de la doxa européenne, coloniale et orientaliste.¹⁴ Indifférents à la pertinence du slogan « un peuple sans terre », les critiques post-sionistes insistent sur la seconde partie du chiasme (« pour une terre sans peuple ») dont ils font l'expression révélatrice du « refus de voir » décrété par les sionistes, toutes tendances confondues, vis-à-vis des Arabes de Palestine.

On peut résumer comme suit l'approche stratégique post-sioniste : les fautes et défauts apparus au cours de la réalisation du sionisme ne sont pas des incidents de parcours ou de malencontreuses déviations, mais des virtualités en germe dans l'idée même du sionisme. Une ligne droite relie ainsi la « négation de l'exil » à

l'indifférence coupable du yichouv lors de la destruction des Juifs d'Europe, de même que l'idée du « transfert » discutée par les leaders sionistes a préparé le terrain et les esprits à l'expulsion des Arabes de Palestine en 1948. Les péchés n'étant pas véniels, accidentels ou conjoncturels, leur rémission est inconcevable. Péché original, le sionisme est donc inexpiable.

Ces recherches relatives aux origines du sionisme ont été menées essentiellement par des historiens. Si elles inspirent les « nouveaux sociologues », ceux-ci se concentrent sur le présent du sionisme, sur le présent du passé, sur sa pertinence redoublée depuis que le sionisme n'est plus une idéologie de combat mais une idéologie d'Etat disposant depuis 1948 d'un appareil bureaucratique pour soumettre la réalité sociale, économique et culturelle à son hégémonie. Or, si la société s'émancipe de la tutelle de l'Etat et affirme son autonomie, excepté les moments de commémorations officielles (journée du souvenir, fête de l'Indépendance) ou les situations d'urgence (guerre, Intifada), les pratiques d'Etat restent identiques.¹⁵

Critique du sionisme comme idéologie

Que les inégalités soient relatives au revenu, à l'éducation, l'emploi, la santé ou au logement, les post-sionistes estiment que ni les différences de talent ni les différences de mérite ne les justifient. Elles sont encore plus inadmissibles lorsqu'elles vont de pair avec la classe sociale, l'origine ethnique, l'appartenance confessionnelle ou le sexe. Ces inégalités ne sont pas une fatalité de la condition humaine, elles sont toutes des discriminations arbitraires et structurelles voulues et maintenues par une élite dominante. Disciples de Bourdieu, ils constatent qu'elles se reproduisent d'une génération à l'autre et font système. Or, si elles fournissent de bonnes raisons de se révolter, elles ne donnent pas toujours lieu à des luttes sociales : lecteurs d'Althusser, ils savent que les victimes de ces discriminations intériorisent leur infériorité et consentent à cette fatalité sociale grâce à l'impact d'une idéologie. Une idéologie qui parvient à les tenir en laisse, à les subjuguier, à les convaincre que tel est l'ordre naturel des choses, l'ordre social et légitime devant lequel ils doivent tous s'incliner, à l'exception d'une poignée qui arrive à en tirer parti en grim pant dans le fameux « ascenseur social ». Elle s'appelle en France la République, aux Etats-Unis l'individualisme, le socialisme à Cuba et l'islam militant en Iran. En Israël, le sionisme est cette idéologie qui perpétue le statu quo. Pour hâter l'avènement de cette égalité recherchée et qu'Israël, tel qu'il est constitué, ne peut et ne veut atteindre, il ne suffit pas de réclamer une nouvelle politique économique fondée sur la redistribution ou de compter sur la bonne volonté du législateur. L'inégalité est si intrinsèquement ancrée dans le système qu'il faut pour briser cet étau structurel déconstruire les dispositifs culturels et idéolo-

giques qui l'entretiennent, au premier rang desquels les post-modernes désignent comme cible la nation. Que l'*ethnos* se confonde ou non avec le *demios*, le potentiel répressif de la nation est toujours en marche : il commence par la marginalisation culturelle et linguistique de la minorité, la relégation économique, l'exclusion sociale et politique de ceux qui se trouvent à la périphérie, pour passer ensuite de la violence symbolique à la violence physique : la purification ethnique » puis, tout au bout de la chaîne, le « génocide ». L'hostilité à la nation tient au fait qu'elle est le théâtre apparent d'une unité collective qui dissimule les conflits sociaux et les rapports de forces qui règnent dans les coulisses. Plus que toute autre idéologie, le nationalisme (et son produit, la nation) apparaît comme la force la plus pernicieuse et la plus efficace pour que les jeux soient faits au profit des plus forts. Aussi est-ce contre elle, en général, et contre la nation juive, qui procède du sionisme, en particulier que les post-sionistes mènent la bataille. La nation est l'obstacle dont il faut se débarrasser pour que puisse advenir un autre Israël (qui, vraisemblablement, porterait alors un autre nom). L'objectif doit être à la hauteur de l'enjeu et viser ce que l'on pourrait appeler : la séparation de la nation et de l'Etat.

Critique de la nation ethno-culturelle exclusive

Pour les post-sionistes, le sionisme est une idéologie par excellence, en ce sens que sa fonction latente est de légitimer les pratiques d'Etat discriminatoires. Vis-à-vis des Arabes, le sionisme est ce discours qui, fondé sur le principe d'une nation juive, exclut *ipso facto* tous ceux qui n'en sont pas. Or, tous les citoyens israéliens ne sont pas juifs, de même que tous les Juifs ne sont pas citoyens israéliens, (ce dont s'accommodent très bien les post-sionistes qui ne partagent guère cette aspiration à rassembler les Juifs en Terre d'Israël). Ainsi, pour eux, non seulement le sionisme est à l'origine des maux d'Israël et de la région, la nation juive elle-même qu'il a « inventée » et « imaginée » en sélectionnant la variable juive comme critère d'appartenance nationale va à contre-courant des exigences de la démocratie. L'Etat d'Israël est ainsi inévitablement amené à s'inquiéter de la proportion numérique atteinte par chacune de ces communautés par rapport à la population juive. Les post-sionistes dénoncent en bloc cette intrusion massive de la démographie dans le discours politique: considérer le nombre des Palestiniens citoyens de l'Etat d'Israël comme une menace, assimiler leur croissance naturelle (puisque le « droit au retour » leur est interdit) à une « bombe démographique » est une forme déguisée de racisme tout à fait contraire à l'esprit démocratique. Une telle présentation est révélatrice, selon eux, des contradictions d'Israël dans sa double prétention à être un Etat juif et démocratique : un Etat réellement démocratique ne se soucie guère de ces évolu-

tions quantitatives tandis qu'un Etat juif ne peut qu'être obsédé par le problème.¹⁶ C'est qu'au départ, s'il y a bien une nationalité israélienne, il n'y a pas en revanche de nation israélienne, seulement une nation juive à laquelle s'additionnent des minorités non-juives.¹⁷ Nation juive et minorités non-juives diffèrent l'une par rapport aux autres, par leur langue respective, leur religion, leur histoire et leur culture, différences jugées suffisamment massives et irréductibles pour ne pas caresser l'invention d'une nation politique destinée à les transcender. Ce faisant, la population autochtone non-juive se trouve ainsi réduite à une position marginale, et même à une exclusion totale pour tout ce qui a trait aux symboles de l'Etat, lesquels ne tiennent pas compte du fait qu'un Israélien sur cinq est arabe.¹⁸ Outre ces symboles identitaires, cette distinction nation juive/minorités non-juives a autorisé, de droit ou de fait, des inégalités et des discriminations (notamment en matière d'allocation de terres) que les post-sionistes dénoncent avec d'autant plus de véhémence que cette catégorie non-juive n'est pas une population nouvellement immigrée dont on pourrait attendre qu'elle épouse l'identité nationale du territoire dans lequel elle souhaite s'intégrer ou s'y incline, mais bien une population autochtone qui, de surcroît, était majoritaire jusqu'en 1948.

Lorsque *demos* et *ethnos* ne correspondent pas, l'identification à la nation est perçue comme une entrave à la démocratie et à l'égalité des droits : le groupe ethnique majoritaire se constitue en nation et renvoie le groupe ethnique minoritaire privé de la dignité conférée par le terme de « nation » à son infériorité numérique avec une insistance délibérée, comme en témoigne la désignation systématique et quasi-officielle des Arabes Israéliens définis comme des *bnei mioutim*, « des minorités » (et, de la sorte, niés dans leur identité propre).

Critique de la nation homogène inclusive

Mais le sionisme n'est pas seulement répréhensible aux yeux de ses détracteurs parce qu'il assume ouvertement le projet d'une nation exclusive ; il l'est tout autant parce qu'il constitue, vis-à-vis des Juifs cette fois, un projet national inclusif. La dimension libératrice (théorique) de la nation comporte un envers répressif (pratique) qui finit par l'emporter.¹⁹ Le sionisme ne fut pas seulement une quête d'Etat mais aussi une quête nationale : aussi le nouvel Etat ne s'est pas contenté d'encourager l'émigration des différentes communautés juives sur un même territoire, il a souhaité également les unifier, en faire une nation une et indivisible grâce à un processus d'édification nationale par le biais duquel ces communautés regroupées ont acquis une langue nationale commune – l'hébreu – et une relative homogénéité culturelle à même de combler les disparités éducatives et sociales liées à leur dispersion à travers le monde.

Si on devine aisément les motifs de l'hostilité post-sioniste au principe d'une nation exclusive, à cause des laissés-pour-compte qui en sont exclus, quelles sont les raisons de la condamnation tout aussi sévère de la nation inclusive qui, elle, ne cherche pourtant qu'à intégrer ?

Cette quête d'homogénéité, louable autant que nécessaire, a un nom dans le discours sioniste : *mizoug galouyot*, c'est-à-dire, le brassage ou mélange des communautés d'exil dans la perspective, à terme, de leur fusion. C'est, formulé en référence à une aspiration historique juive, la traduction hébraïque du *melting-pot*. Or, ce qui en tint lieu historiquement n'a pas consisté, comme le nom le suggère, à inviter les diverses communautés à négocier entre elles, à décider librement, et par un processus d'acclimatation étalée sur la longue durée, des biens, des valeurs, des traditions qu'il convenait d'adapter, d'adopter, de conserver ou d'abandonner, après en avoir délibéré publiquement dans le cadre d'un débat démocratique. Ce ne fut pas une intégration (qui suppose une relation égalitaire) mais une assimilation unilatérale (qui implique des rapports inégaux); il n'y eut pas sacrifices réciproques et échanges mutuels, apprentissage harmonieux des différences et des similitudes, mais contrainte brutale. En lieu et place d'une nation horizontale, c'est une nation verticale qui fut édifiée ; en lieu et place d'une culture riche de tous ses apports, une culture bien définie et identifiable, conçue à l'image de l'élite qui l'a imposée. Le sort de la culture judéo-arabe était scellé : tenue pour illégitime dans le cadre d'un Etat laïc et occidental, elle fut niée par l'establishment laïc et ashkénaze comme « folklore » lorsqu'elle n'était pas rejetée au niveau d'une « culture primitive », qui plus est, celle de l'ennemi. L'aboutissement du *nation-building* à l'israélienne était tout tracé : rien d'une *nation* égalitaire, et tout du *building* construit de bas en haut. Fort de cette hiérarchie des cultures, voilà que la stratification sociale, qui contredisait le principe égalitaire, trouvait une parade, une explication rassurante : avec la complicité des sociologues de la vieille école, les écarts sociaux pouvaient être imputés non à des inégalités de classe (ce qui était inavouable pour les détenteurs d'une culture politique collectiviste) mais à un fossé mental et culturel que seul le temps (long, de préférence) pourrait combler.

Définie comme israélienne, cette nouvelle culture, en dépit des apparences, fut moins un modèle universel ouvert à toutes et à tous, susceptible d'être édifiée ou imitée par tout citoyen israélien, qu'un critère de référence accessible aux uns, inaccessible aux autres, posant thèse et antithèse avec le sabra comme étalon, et centre de gravité : le sabra (par rapport au nouvel immigrant), le Juif (par rapport à l'Arabe), l'ashkénaze (par rapport au séfarde), le laïc (par rapport au religieux), l'homme (par rapport à la femme), et l'hétérosexuel (par rapport à l'homosexuel). De fait, cette culture dite israélienne fut perçue comme « ashkénaze » par ceux qui ne l'étaient pas. Les effets sociaux de cette situation ne pouvaient que durement

compromettre le principe de l'égalité des chances proclamée à cor et à cri : par le hasard de la naissance, les uns disposaient d'un capital social et culturel dont tous les autres étaient démunis

Cette culture occidentale, laïque, collectiviste a produit une rupture au sein des communautés issues des pays arabo-musulmans entre ceux qui ont assimilé les normes et les codes culturels en vigueur et, ceux qui, échouant à se mettre au diapason du nouveau modèle, ont maintenu leur identité. Or, insistent les post-sionistes qui enfoncent le clou, qu'ils aient choisi l'identification ou l'identité, les Orientaux ont perdu sur les deux tableaux : pour les premiers, l'intégration culturelle a exigé le refoulement de la culture d'origine et engendré un complexe (honte de soi et des siens) sans que pour autant ils aient bénéficié de la promotion sociale espérée. Or, ceux-ci furent peu nombreux. Pourquoi ? Manque de moyens, incompetence, priorité de l'effort de guerre ? Non, répondent les post-sionistes qui, enclins à la stratégie du soupçon, voire de la conspiration, accusent les pouvoirs publics d'avoir tiré parti des différences culturelles connotees négativement pour déterminer à l'avance la trajectoire sociale que les individus pourraient atteindre. Il est vrai qu'ils disposaient d'un pouvoir de contrôle total sur ces populations nouvellement établies. Autrement dit, ce ne sont pas les Orientaux qui ont échoué à s'intégrer à la modernité, comme l'avancent les sociologues israéliens du développement depuis la fin des années 1950. L'explication est jugée d'autant plus irrecevable que les Juifs d'Afrique du nord, de Syrie, et d'Irak furent dans leurs pays d'origine les promoteurs de la modernité sociale et politique. C'est l'appareil d'Etat en Israël qui les a conduit à l'échec au lieu de concevoir pour eux une politique de discrimination positive. Assignés à une identité pré-moderne et une mentalité archaïque, ils furent orientés dans des écoles professionnelles pour servir de prolétariat non-qualifié à la construction du pays, sans jamais bénéficier, au demeurant, de l'aura du pionnier.²⁰ Les *Mizrahim* n'étaient pas faibles, ils ont été affaiblis, ils n'étaient pas sous-développés, on a fait en sorte qu'ils le soient (ou, version *soft*, qu'ils le restent). Au lieu de l'épanouissement culturel, politique et économique qu'ils étaient en droit d'espérer puisqu'ils revenaient sur la « terre de leurs ancêtres », les « Juifs-Arabs », ainsi que le sociologue Yehouda Shenhav tient à les désigner, firent de nécessité vertu.²¹ Ecartés des lieux de pouvoir, privés de lieux de mémoire, exploités économiquement et atteints dans leur dignité, ils furent à l'origine des premières insurrections sociales : émeutes de Wadi Salib en 1959, et mouvement des Panthères noires » à la fin des années 1960. Ce fut toutefois par l'intégration politique, le vote en 1977 en faveur du Likoud, qu'ils remportèrent leur première victoire de taille.

Contrairement aux attentes initiales des « anciens sociologues » qui esti-

maient que l'intégration serait l'affaire d'une génération, il est indéniable que les différences culturelles génératrices d'inégalités sociales subsistent et se maintiennent. La conclusion qu'en tirent les post-sionistes est que la nation juive non seulement n'enraye pas cette fatalité sociale, elle l'entretient et la reproduit. Elle n'a d'autre fonction que de masquer ces discriminations structurelles. Si la nation juive existe dans les têtes, elle est, dans la réalité, une fiction : Israël est une juxtaposition de groupes sociaux relativement étanches et fermés sur eux-mêmes, qui se distinguent les uns des autres par des frontières culturelles internes significatives. Selon qu'on est dans un milieu ashkenaze, oriental, russe, éthiopien, ultra-orthodoxe ou national-religieux, on mange, on consomme, on s'habille, on s'exprime, on prie, on vit différemment et séparément, sans oublier que dans chacune de ces communautés le marché matrimonial reste largement endogène.²²

Mais ce n'est ni la constatation des divisions internes au sein de la nation juive israélienne ni l'observation du maintien des appartenances diasporiques que le processus d'édification nationale a échoué à dissoudre qui fait la spécificité des post-sionistes. Nombreux sont les sionistes qui admettent volontiers aujourd'hui qu'on ne crée pas une nation par décret, sans douter cependant de la constitution progressive d'un *homo israelicus* et l'émergence d'un consensus qui les transcende les appartenances identitaires pour autant qu'elles existent.²³ On a peut-être trop hâtivement conclu à « l'échec du *melting-pot* » fait remarquer Ephraïm Yaar.²⁴ Quoiqu'il en soit, il ne faut pas être aujourd'hui « nouveau sociologue » pour faire la constatation des erreurs et des fautes, des retards dans la réalisation du processus. Un sioniste dont la conscience sociale est un tant soi peu en éveil parviendrait aux mêmes conclusions. La différence, et même l'opposition, entre les deux tendances ne se situe pas dans le jugement de fait, mais dans le jugement de valeur et l'explication du phénomène : les post-sionistes valorisent l'irréductibilité de ces identités primordiales et, à tout le moins, en prennent acte, estimant à la fois vain et dangereux la poursuite de cette unité nationale à laquelle les sionistes aspirent évidemment. Confiants sur le long terme, ces derniers invoquent la courte durée de la nation juive renaissante pour justifier et rationaliser la persistance des appartenances communautaires vouées sinon à disparaître, du moins à se dissiper. Cependant, ils ne les tiennent pas pour définitives et les attribuent aux pesanteurs culturelles, au poids des traditions, aux résistances au changement ou encore au hiatus inévitable entre projet et réalité, entre rhétorique et pratique, voire à la condition humaine ; les inégalités repérées sont, elles, imputées aux circonstances, aux contingences, aux guerres successives qui limitent l'amplitude des transferts sociaux, à un défaut de volonté politique, à la conjoncture souvent défavorable,

à un instinct de classe ou encore au triomphe récent d'une tendance néo-libérale qui s'accommode du sionisme mais n'en relève pas. Mais quelles que soient les causes invoquées, les problèmes peuvent être résolus. C'est là que porte l'objection – la contre-attaque – post-sioniste : cette incapacité à dissoudre les communautés et à égaliser les conditions sociales pour en faire une nation n'est pas un raté inattendu et regrettable du projet sioniste, mais une conséquence programmée et inévitable. Autrement dit, il n'y a pas eu échec de l'intégration mais tout bonnement une intégration non souhaitée dès le départ ; il y a, et il en est encore ainsi aujourd'hui, écrivent Yossi Dahan et Gal Lévy, « ségrégation dans l'intégration » : d'un côté, une idéologie qui prône ouvertement et explicitement l'égalité et l'homogénéité ; de l'autre, une pratique qui renforce l'inégalité économique et la discrimination culturelle.²⁵ Or, comme cette dialectique est structurelle, maintenir le sionisme c'est s'empêcher a priori de pouvoir combattre cette exclusion réelle (des Arabes) et cette fausse inclusion (des Juifs qui ne sont pas ashkénazes) ; c'est s'interdire de réduire considérablement, voire de supprimer totalement, cette contradiction fondamentale.

Contre le sionisme et la modernité

On touche ici à l'oxymore intrinsèque de la modernité : elle prétend abolir les distinctions, mais elle travaille secrètement à les reproduire ; elle socialise les individus par des pratiques assimilationnistes mais cherche, en vérité, à les maintenir dans les marges ; elle proclame l'égalité tout en reconstruisant de nouvelles hiérarchies. Elle fait et défait, construit et détruit, compose et décompose, inclut et exclut. Mais ce n'est pas un travail de Sisyphe : le premier mouvement, explicite, manifeste, déclaré n'est que l'apparence des choses, tandis que le second, qui annule le premier, est la vérité du processus. Tel est le mécanisme propre à la modernité qui empêche l'égalité de devenir le sort commun en dépit des discours qui la proclament partout et toujours. Elle pose un sujet universel en même temps qu'elle n'a de cesse de classer et de hiérarchiser. Ce qui semble être une contradiction est un rapport de cause à effet : elle pose un sujet universel pour mieux établir une échelle de valeurs qui discrimine entre les groupes et les individus. Ici, la critique post-sioniste recycle, en l'adaptant à la situation locale, le procès fait à la modernité dont le sionisme est un cas particulier, ou plutôt exemplaire. Yossi Yonah reproche au sionisme (comme à la modernité), de ne pas avoir tenu ses promesses. Mais ce qui distingue un sioniste d'un post-sioniste réside à ce point de passage : ce qui est pour le premier une attente déçue mais qu'il ne désespère de voir réaliser, se transforme chez le second en un doute dévastateur : le sionisme ne peut pas et ne veut pas tenir ses promesses. Si l'échec n'est pas un accident mais un aboutissement prévisible, si l'unité du peuple proclamé s'accompagne d'écarts

sociaux toujours maintenus sinon aggravés, alors le discours national unitaire n'est plus rien qu'une supercherie, une mystification, une manipulation des masses pour qu'elles se résignent à leur sort. Ce n'est plus la religion mais la nation qui est l'opium du peuple. Ainsi donc, le sionisme est à la fois un discours de légitimation pour justifier l'exclusion des non-Juifs et normaliser les relations asymétriques entre les deux collectivités comme si elles allaient de soi, tandis que l'unité nationale inclusive réservée aux Juifs sert à édifier les masses pour dissimuler la hiérarchie interne qui existe de fait entre les groupes sociaux constitutifs de la nation juive. Légitimant un régime de citoyenneté stratifié et différentiel, le nationalisme est « la grammaire de l'exclusion sociale. »²⁶ En créant et une frontière externe et une frontière interne qui ordonne les groupes sociaux, le sionisme divise pour mieux régner.

Le post-sionisme contre la nation juive

Cette domination est d'autant plus injustifiable aux yeux des post-sionistes qu'outre cette hiérarchie inamovible et définitive des identités créée par le sionisme européocentriste, l'hégémonie dont il jouit encore au sein de l'Etat repose désormais sur une imposture. Le sionisme est, en effet, en porte à faux avec les évolutions démocratiques, sociales, culturelles et idéologiques du pays. Depuis plus d'une décennie, le sionisme a cessé de correspondre aux attentes de groupes sociaux de plus en plus nombreux au sein de la société israélienne : Palestiniens, Russes, Orientaux, travailleurs immigrés, homosexuels, femmes. Le sionisme d'Etat n'est audible et recevable que pour une catégorie de la population dont la dimension quantitative et l'aire d'influence culturelle se rétrécit. Comme idéologie dominante, il n'a rien à proposer à des pans entiers de la société, sinon à continuer de les écarter par des rationalisations qui servent à légitimer son autorité. Ces groupes sociaux relégués et maintenus à la périphérie, littéralement défavorisés, ne consentent plus à se taire et à intérioriser leur infériorité qui fut leur lot durant près d'un demi-siècle. Cependant, s'ils ne parviennent pas à donner le ton, à précipiter la chute de l'establishment qui les a relégués aux marges du système pour asseoir sa domination, c'est qu'ils ne sont pas disposés à réunir leurs forces du fait des antagonismes qui les divisent.²⁷

Il est une autre raison qui explique la charge post-sioniste contre la nation : en vérité, tant que les Juifs en Israël restent attachés au principe d'une nation juive, tant qu'ils s'y reconnaissent en dépit des contradictions, des tensions, des divisions internes, des projets différents qui l'animent, c'est la perspective d'une transformation radicale d'Israël qui se trouve compromise. En effet, si la nation juive détermine l'identité de l'Etat, c'est qu'elle a porté historiquement

ce projet de la renaissance politique et territoriale d'Israël. C'est aussi qu'elle représente, tout de même, 80 % de la population israélienne, ce qui légitime démocratiquement le fait que l'Etat ait adopté les symboles de cette majorité juive. Or, en démocratie, cette influence correspond souvent au poids démographique. Sensibles à cette corrélation, ils comprennent que rien ne changera véritablement dans la structure actuelle de l'Etat d'Israël si le rapport de forces quantitatif reste à ce niveau 80 %-20 %. Il n'est pas sûr que ce soit là le but qu'ils recherchent, mais le fait est que les post-sionistes proposent deux mesures qui vont dans le sens d'un équilibre de ce rapport démographique, à savoir l'abolition de la Loi du Retour pour les Juifs, d'un côté et, de l'autre, l'intégration des réfugiés palestiniens au sein de l'Etat d'Israël pour ceux qui en feraient la demande dans le cadre d'un traité de paix israélo-palestinien.²⁸ Les post-sionistes ne sont pas assez naïfs pour penser qu'une telle évolution soit probable dans les prochaines années. Comptent-ils sur la démographie pour équilibrer le rapport entre les deux communautés nationales ? Les post-sionistes sont sur ce point cohérents : rien de plus répugnant que d'introduire cette dimension dans le débat public. Cependant, même s'ils ne le reconnaissent pas ouvertement, les post-sionistes sont bien conscients que seule une modification de ce rapport pourrait affecter la légitimité de l'hégémonie sioniste. L'identité juive d'Israël peut être imposée à des minorités nationales si elles constituent un cinquième de la population, voire un quart. Si un Israélien sur trois, et à plus forte raison si un Israélien sur deux était arabe, le caractère de l'Etat d'Israël ne pourrait plus être exclusivement juif. Faute de proposer ou d'encourager un changement démographique dont l'incidence serait manifeste sur l'identité de l'Etat, il ne reste, pour réduire cette donne qui, quoi qu'on en dise, reste à peu près stable, qu'à contester l'unité d'une nation juive, qu'à dénoncer cette aspiration à l'homogénéité, qu'à substituer à la quête d'une nation juive une et indivisible celle de sa fragmentation. Pour faire sauter le cadre et le carcan national, les post-sionistes s'appuient sur les identités ethnoculturelles.

« L'Etat de tous ses citoyens » est-elle une option post-sioniste ?

Deux voies principales s'ouvrent aux post-sionistes : la première consiste à adopter le modèle républicain d'une nation civique transcendant les identités primordiales ethno-culturelles, confessionnelles et linguistiques, voire un patriotisme constitutionnel qui s'inscrit dans ce que l'on a appelé le post-nationalisme. Il règne à cet égard une confusion extraordinaire et un incroyable malentendu. On est convaincu, et notamment en Europe, que c'est à ce modèle de nation civique que correspond dans le lexique politique israélien la revendication lancée par Azmi Bishara, aujourd'hui député à la Knesset, de faire d'Israël « l'Etat

de tous ses citoyens » comme il en va dans toutes les démocraties.²⁹ Or, la formule est ambiguë et trompeuse : la France elle-même n'est pas le pays de tous ses citoyens, mais le pays de tous ses citoyens français. Or Bishara ne dit jamais qu'Israël devrait être le pays de tous les citoyens israéliens ; ce serait assumer alors une neutralité partielle, moins parfaite et moins pure que celle qu'il réclame (et que nul pays n'adopte, au demeurant) : « israélien », comme « français » ou « allemand » ne sont pas des notions neutres, mais des catégories culturelles. Les post-sionistes l'admettent : la neutralité est une fiction, elle est l'extension à tous les citoyens d'un modèle culturel dominant. Du fait que toute idée de nation transcendante relève également de la modernité, ils se méfient de son caractère abstrait, de sa dimension mythique, fictive, artificielle, construite, inventée et... imaginée, reprenant à leur compte la référence incontournable proposée par Benedict Anderson, qui a largement contribué à désenchanter sinon à délégitimer la nation. En dépit des vertus démocratiques indéniables de la nation civique comparées aux contradictions insolubles de la nation ethnique, les post-sionistes récusent ce modèle car, même dans le cas d'une nation civique, la neutralité de l'Etat est difficile à atteindre : aussi ouverte qu'elle soit, une nation élective ne peut faire totalement table rase du passé. Elle privilégie, elle aussi, des symboles, des valeurs, des figures qui ne font sens que pour une partie, fut-elle majoritaire, de la population. Les post-sionistes s'inclinent, donc, devant le poids des identités et résistent à l'idée d'une nation abstraite qui réunirait en un seul corps Juifs et Arabes. Plutôt que de s'évertuer à transcender les cultures, autant les admettre et les reconnaître. Yossi Yonah est un des rares post-sionistes à clarifier sa position en rejetant ouvertement cet objectif confus de « l'Etat de tous ses citoyens », estimant qu'il est totalement inadapté aux aspirations des groupes sociaux jusque-là exclus, qui n'auraient rien à gagner d'une neutralité à laquelle ils seraient également tenus.³⁰

La démocratie multiculturelle

Alors que la revendication d'un « Etat de tous ses citoyens » fait peur et réveille le soupçon d'une négation d'Israël déguisée, l'exigence politique fondée sur le multiculturalisme, apparue pourtant au même moment et dans le même contexte, rassure. Il paraît moins menaçant, plus légitime. Toutes les identités culturelles ont droit de cité, et s'il fut un temps pour la pression à l'homogénéité culturelle, le temps est aujourd'hui à la valorisation de la diversité. Il implique une reconnaissance implicite du fait culturel juif, absent de la proposition citoyenne qui supprime de sa formulation toute reconnaissance d'une singularité culturelle à laquelle les Juifs peuvent prétendre. Qu'il vienne des Etats-Unis n'est pas pour déplaire : Israël ne dédaigne pas être à sa remorque et d'expérimenter à son tour ce qui s'y fait.

Yossi Yonah est sans doute l'un des rares post-sionistes à s'être lancé dans la tentative de dessiner les grandes lignes d'un Etat d'Israël multiculturel, puisque tel est le projet qui l'inspire. Il plaide pour une politique de la reconnaissance, une politique des identités, une politique de classe affranchie de la logique ethno-nationale imposée par le sionisme.³¹

Ce n'est pas l'honneur perdu des groupes opprimés qui l'anime, et il ne vise nullement la restauration des « identités originelles » d'avant le sionisme. L'Histoire a rendu son verdict, et il n'y a pas de *statu quo ante* concevable ni par le recours à la tradition communautaire pré-étatique, ni encore moins par le retour dans les terres d'exil d'origine. C'est toujours la lutte contre les inégalités qui motivent sa réflexion. Or, pour réintégrer socialement ceux que l'Etat d'Israël a exclus, il estime nécessaire d'intégrer les identités culturelles dominées qui, elles aussi, ont été marginalisées et dévalorisées. Contre la logique fusionnelle de l'unité culturelle qui a fait tant de ravages parmi les communautés juives orientales, il propose l'assomption assertive des identités culturelles. La corrélation entre le statut ethno-culturel et le statut socio-économique est si forte qu'il estime contre-productif de dissocier les deux. Les sentiments identitaires sont trop puissants aujourd'hui pour parvenir à les ramener à la sphère privée afin de laisser le champ libre à la seule solidarité de classe. La lutte de classe est indispensable, mais plutôt que de la concevoir comme une force transcendante, il vaut mieux l'articuler à la lutte ethnique. En vérité, la dimension culturelle mise en avant ne correspond pas à une vénération respectueuse de sa part pour les cultures prétendues authentiques. Sa conception est nettement et franchement instrumentale : les identités culturelles sont d'excellentes ressources politiques pour améliorer les positions des acteurs dominés dans le champ socio-économique et politique. Plus les partis chargés de défendre leurs intérêts mobilisent les différences culturelles, plus elles se montrent combatives et militantes et obtiennent gain de cause.³² Ces identités spécifiques permettent de résister à l'emprise des élites, de relativiser et de contester leur suprématie en affichant justement des valeurs, des figures, des mœurs, autres que celles qu'impose l'élite dominante aux groupes dominés. Un acteur qui a intériorisé l'idée qu'il y a une hiérarchie des cultures a perdu d'avance : le candidat à l'assimilation se trouve en position subalterne, l'assimilateur en position hégémonique. Yonah appelle donc à mobiliser la culture dans les luttes sociales, à en faire un enjeu du combat. La culture minoritaire est une arme, politiquement efficace. C'est sa dépolitisation qui est l'arme de l'hégémonie, et sa politisation qui améliore la position dans le champ politique des communautés dominées.

Sionistes et post-sionistes : des frères ennemis ?

La polémique fait rage : on est sommé de choisir son camp, sioniste ou post-sioniste. C'est la guerre : toute hésitation est une désertion, toute interrogation un passage obligé avant de passer à l'ennemi dont on est au mieux l'allié objectif, au pire son complice. On se renvoie la balle d'un camp à l'autre, mais on riposte plus qu'on ne répond. Ce sont des anathèmes qui s'échangent plutôt que des arguments. On s'évertue à trouver le mot qui fait mouche, l'analogie qui tue. Tous les coups sont permis, surtout les attaques *ad hominem* et le mépris pour l'autre bord. Le manichéisme est roi, certitude de rigueur exigée. Chacun est convaincu de son propre paradis et voit l'enfer dans le rêve de l'adversaire. Il faut surtout ne pas laisser échapper l'ombre d'un doute, la moindre concession. On ne pratique la liberté de blâmer l'autre que pour se réserver en exclusivité l'éloge flatteur. Nul ne verra jamais dans les textes de l'autre bord quelques idées neuves et stimulantes : les pages d'ombre sont toujours des pages sombres, et celles qui sont lumineuses deviennent aussitôt noires lorsqu'elles sont examinées de plus près. C'est à se demander, comme le faisait Jean-Claude Milner pour la France, s'il existe encore un débat intellectuel tant il est souvent une pâle copie du débat politique. Ce n'est pas qu'il manque d'intérêt. On perçoit bien la gravité des enjeux et la quête éperdue d'une sérénité, d'une harmonie qui recule au fur et à mesure qu'on avance. Sionistes et post-sionistes mènent un dialogue de sourds. Ils parlent mais ne s'écoutent pas. Il faut excommunier et exécuter partout et toujours l'idée et son auteur, les renvoyer soit au giron infâme de la conspiration colonialiste-expansionniste euro-péo-centriste, américano-sioniste ; soit au cloaque antisémite, tiers-mondiste, négationniste et judéocide. Le manichéisme finit par lasser après avoir secoué. Ainsi, par exemple, le rejet sans nuance de tout ce que le sionisme a engendré refroidit les velléités de remise en question et dicte par effet de rétroaction une charge offensive. Une approche plus *soft* n'aurait-elle pas pu être mieux écoutée et intériorisée ? Ainsi, les post-sionistes ne voient-ils pas que l'hétérogénéité culturelle sur laquelle ils fondent leur espoir d'un autre Israël est un effet du sionisme ? Qu'elle résulte, ô le beau paradoxe, de la mondialisation qu'ils abhorrent et de la Loi du Retour dont ils disent pis que pendre ?

En effet, c'est en vertu de la mondialisation honnie qu'une manne de travailleurs étrangers est venue en Israël trouver un emploi, enrichissant le paysage culturel d'Israël qui ne manquait pas de couleurs, et dont les enfants entrent dans la nation sans passer par la conversion, mais par l'acculturation à la société judéo-hébraïque au milieu de laquelle ils vivent. C'est surtout en vertu de la loi du Retour que des Juifs éthiopiens et russes se sont établis en Israël ; et c'est toujours par elle que des Russes non-juifs s'y intègrent eux aussi, se fabriquant une identité bricolée. Pourquoi est-il hors de question qu'un post-sioniste déclaré procède

à un inventaire du sionisme ? Et inversement, pourquoi un sioniste convaincu ne plaiderait-il pas pour un bon usage du post-sionisme et ne prendrait-il pas au sérieux quelques-unes des thèses que celui-ci avance et sinon les thèses, du moins le constat des inégalités qu'il importe de traiter ? Cela serait d'autant plus souhaitable que nonobstant leur hostilité réciproque, à certains égards, sionistes et post-sionistes se ressemblent. Tous deux ont en commun le souci de l'égalité et partagent l'idéal démocratique même s'ils s'opposent violemment sur les moyens d'y parvenir et de le perfectionner. Ils admettent volontiers qu'une communauté politique dénuée d'identité collective primordiale est impossible et peu souhaitable. Ni l'un ni l'autre n'entendent nier les différences en invoquant une communauté qui les transcenderait définitivement, et la notion de « citoyen » reste toujours difficile à intégrer, formelle, administrative, presque technique. Et si ce n'est la ressemblance, notons, du moins, la continuité : les sionistes critiquaient dans l'émancipation le décalage entre la promulgation d'une égalité de droits et la reconstitution, par le biais de l'antisémitisme, d'une hiérarchie. Les post-sionistes dénoncent à leur tour les ambiguïtés du projet national. Mais en plaidant pour les identités ethniques contre l'identité nationale, ils cèdent à la même tentation : hostiles à la pression à l'homogénéité au sein de la société juive, voilà qu'ils se montrent plus enclins à concevoir une identité arabe agrégée brassant les appartenances confessionnelles, musulmanes, chrétiennes et druzes. Il en va de même pour l'identité orientale : disqualifiant l'invention et l'imagination qui préside à l'édification nationale, ils lui opposent l'authenticité du groupe ethnique, comme si l'identité orientale en Israël (*mizrakhi*) n'était pas elle aussi une construction syncrétique qui dissout des identités minoritaires ; un creuset, pour ne pas dire un *melting-pot*, dans lequel se fondent les judaïsmes marocain, irakien, tunisien, iranien, kurde, yéménite, égyptien, etc... En vérité, de l'identité orientale à l'identité israélienne, il n'y a qu'une question de degré, pas de nature. C'est le même processus qui est en marche : l'une comme l'autre opère une fusion. Que ce soit le cadre ethnique ou le cadre national, il s'agit toujours d'agréger des individus, et dans cette agrégation, la distinction gouvernants/gouvernés demeure, et l'ethnicité n'y échappe pas plus que la nation. Il y a bien un avantage : l'autorité n'est plus concentrée, mais dispersée entre tous les groupes qui se font concurrence ; il n'y a plus une seule élite dominante, mais des élites en compétition. On retrouve bien ici l'emprunt au pluralisme à l'américaine, lequel préfère que le bien commun résulte d'une confrontation entre lobbys et groupes d'intérêts plutôt que de la définition d'un intérêt public ou d'une volonté générale dans lesquels les post-sionistes ne voient que mystification idéologique. Adeptes des identités hybrides, les post-sionistes savent si bien leur récitation postmoderne qu'ils prennent garde de ne pas tomber dans l'ornière communautariste et essentialiste susceptible d'enfermer les

individus dans un groupe contre leur gré. Les identités sont dynamiques et contingentes, claironnent-ils solennellement.³³ Dont acte. Mais sont-ils sûrs que ceux qui font usage des identités culturelles dans le champ politique retiendront la leçon ? Qu'il soit permis d'en douter : idéale dans le ciel des idées, une vision multiculturelle s'écrasera sûrement sur le sol des réalités pour n'être plus qu'une politique sectorielle.

Enfin, si l'on voit bien l'utilité politique qu'il y a à mobiliser la différence culturelle contre l'élite socio-culturelle dominante, on voit mal, en revanche, quel horizon harmonieux cette conception multiculturelle peut offrir ? Une société plus égalitaire ? Peut-être. Mais une société moins conflictuelle ? Nullement. Le problème des fins du post-sionisme est assez semblable à celui du marxisme : de même que l'on passe sans transition d'un temps présent voué à la lutte de classes, à la fin des temps caractérisé, cette fois, par une société sans classes, sans jamais expliquer comment on l'atteint, on assiste dans le cas du post-sionisme à un bond en avant tout aussi spectaculaire : on passe du projet colonial au projet multiculturel, de la domination à la libération, d'une condition d'oppression à une situation d'harmonie, de la permanence du conflit à l'évacuation de tout conflit. Mais on ignore par quelle magie s'effectue la transition à l'utopie multiculturelle respectueuse des différences. Qu'il soit, par exemple, préférable de laisser s'exprimer plusieurs narratifs plutôt que de réserver l'exclusivité à une vérité officielle, tout le monde en convient : le récit subversif n'est plus cantonné dans la sphère privée pas plus qu'il n'est censuré dans la sphère publique. Mais si la fausse monodie résultant de la suprématie d'une seule voix laisse place à une polyphonie bienvenue, celle-ci ne génère pas plus d'harmonie. Ainsi, par quel miracle le narratif sioniste, qui deviendrait légitime une fois qu'il a perdu son monopole exclusif, s'introduira-t-il dans le narratif palestinien au même titre que le narratif palestinien est entendu, sinon intégré, dans le narratif sioniste ? Comment dépasse-t-on l'état de leur simple juxtaposition ?

Les post-sionistes n'ont pas tort lorsqu'ils observent l'étanchéité des groupes sociaux, (les sionistes s'en inquiètent au demeurant), mais ce qu'ils ne saisissent pas, c'est que l'hétérogénéité culturelle, aussi tangible, aussi manifeste, aussi objective qu'elle soit, n'invalide pas nécessairement la force d'un sentiment d'appartenance.³⁴ Les post-sionistes peuvent s'interroger sur la capacité de la nation à dissoudre les groupes qui la constituent, le fait est qu'imaginée, inventée, ou non, elle correspond à quelque chose d'aussi tangible et manifeste que ces différences elles-mêmes. Autrement dit, si la conscience ethnique mine l'évidence naturelle du sentiment national, elle ne le détruit nullement ; elle coexiste avec lui.³⁵ C'est aussi simple que ça et cette conjonction n'est pas près de disparaître.

Quel reproche majeur fait-on au sionisme ? Celui de ne pas être une idéologie révolutionnaire, et s'il l'a jamais été, de travailler *de facto* à préserver le statu quo. En ce sens, Israël est bien « un pays comme les autres ». Cependant, à considérer la hargne anti-sioniste des post-sionistes, on a le sentiment qu'Israël n'est pas seulement pour eux un « Etat comme les autres » – ce qui aurait pu, somme toute, leur inspirer un peu plus d'indulgence. En vérité, les post-sionistes auraient souhaité qu'Israël ne soit pas comme les autres, et comme ce n'est pas le cas, dépités, Israël apparaît sous leur plume comme un Etat pire que tout autre.

S'il tolère l'inégalité et la hiérarchie, le sionisme est aussi l'expression d'une solidarité dont les effets économiques et sociaux ne peuvent être aussi rapidement escamotés. A la théorie qui tend à montrer que le discours national est une mystification, on peut opposer la thèse inverse : c'est au nom de la solidarité nationale que des institutions et des mécanismes de redistribution (de type social-démocrate) fonctionnent, tels la sécurité sociale et l'impôt progressif, par exemple. A trop jouer sur la corde de la différence, c'est celle de la solidarité qu'on brise. Or, la solidarité ne demande pas pour se manifester une identité rigoureuse des origines, des cultures, des langues et des confessions religieuses. Elle ne réclame qu'une communauté de destin. C'est tout l'art de la démocratie d'élargir à chaque fois un peu plus le cercle, pour accueillir et intégrer au-delà des solidarités immédiates, biologiques, familiales et locales. La nation est ce niveau moyen entre l'univers et le particulier. Aller au-delà est risqué, même si le pari mérite d'être tenté, aller en deçà est une régression. Mais tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse : si toute fusion est vécue comme la colonisation d'une culture minoritaire au profit d'une culture dominante, si tout projet d'intégration est interprété comme une volonté délibérée de domination et de ségrégation, la confiance se dissout. A force de n'exalter plus que les différences, c'est la solidarité qu'on assassine.³⁶ La séparation, la distance, le cloisonnement revendiqués sont susceptibles d'aboutir à un rejet du faible par le plus fort.³⁷

Quelle est « la bonne nouvelle » du post-sionisme ? D'informer les groupes dominés que les identités culturelles peuvent être mobilisées à bon escient pour améliorer leur capacité de négociation ?³⁸ Soit. Mais lorsqu'il n'y a plus ni dominants ni dominés, puisque tel est le but, qu'est-ce qui fera lien ? Les groupes n'auront de point commun que le ressentiment qu'ils éprouvent l'un pour l'autre. Par quoi le post-sionisme prétend-il remplacer cette solidarité nationale : une conscience multiculturelle ? Le rêve andalou ?³⁹ Il est à craindre qu'au lieu de la « grande solidarité » qu'est la nation, pour reprendre les termes de Renan, on obtienne une conjonction de petites solidarités. La dislocation de la nation rêvée par le multiculturalisme consacre, au nom des identités culturelles, le « chacun pour soi ».

En dépit des crises internes et externes qui l'affectent, de sa reconstitution récente, des menaces réelles qui pèsent sur elle, de l'hostilité rhétorique qu'elle subit et de l'incompréhension qu'elle suscite, la nation juive est un « plébiscite de tous les jours ». Or le même Renan qui a posé le principe de la nation électorale, celle qui repose sur le consentement, « le désir clairement exprimé de continuer la vie commune »⁴⁰, admet aussi que la nation suppose un passé. Celui-ci peut bien être reconstruit, imaginaire, manipulé à des fins de cohésion nationale, oublié également pour que la nation ne soit pas toujours en train de ressasser la violence de ses origines, ses traditions peuvent bien être inventées, ce passé reste indispensable à dose homéopathique et fonctionnel pour consolider ce consentement. Il ne peut être remplacé par le vide et encore moins par la méfiance réciproque. Si la nation juive est, comme ils disent, un artifice, la nation post-sioniste ne l'est-elle pas plus encore ?

notes

1. Ces débats ont fini par se rencontrer. Depuis le déclenchement de la seconde Intifada, le gouvernement israélien ne se contente plus d'exiger la reconnaissance formelle de l'Etat d'Israël. Outre l'Etat, c'est également son caractère juif qui devra être admis et explicitement mentionné dans le futur traité de paix israélo-palestinien.
2. La seule innovation admise par la législation israélienne concerne la reconnaissance des conversions effectuées aux Etats-Unis par les rabbinats *conservative* et réformés. La Cour suprême a été saisie d'une requête afin que de telles conversions jouissent du même statut lorsqu'elles ont lieu en Israël. Il faut ajouter également l'attribution de la citoyenneté israélienne à des personnes qui peuvent se réclamer d'un grand-parent juif, même si elles ne sont pas juives elles-mêmes.
3. Alain Dieckhoff, *The Invention of a Nation*, New York, Columbia University Press, 2001, pp. 273-281. Cette distinction conceptuelle figure dans la postface inédite rédigée par l'auteur pour la traduction en anglais de son ouvrage, *L'Invention d'une nation*, Paris, Gallimard, coll. « Les Essais », 1987.
4. Je ne traiterai ici que du post-sionisme radical de gauche (ou d'extrême-gauche) en dépit de l'existence d'un « post-sionisme » de droite constitué autour de la revue *Azure* publié par le *Merkaz Shalem*. Outre que la rédaction ne reprend pas à son compte la notion de post-sionisme, il me semble plus juste de considérer cette tendance comme une variante néo-libérale et conservatrice du néo-sionisme. Voir sur ce post-sionisme de droite, Daniel Guttman, « Post-sionisme et les classes moyennes : ascension ou déclin ? », *Kivounim* n° 18, 2006.
5. *Theoria ve-Bikoret* est une publication régulière bi-annuelle, (27 numéros parus depuis 1991 sous les auspices du prestigieux Institut Van Leer à Jérusalem). Elle revendique le postmodernisme

et les *post-colonial studies* comme référence théorique et intellectuelle, dont elle a adopté le jargon et la technique narrative (souvent illisible).

6. Cercle de réflexion et d'action militante fondée sur la prise de conscience politique d'une identité orientale – *Ha-Keshet Ha-Mizrachit Ha-Demokratit* (L'arc-en-ciel oriental démocratique) créée en décembre 1996 a remporté quelques batailles judiciaires spectaculaires à la Cour suprême.

7. Il suffit de voir le sort d'*Altneuland* de Theodor Herzl entre les mains des post-sionistes. L'utopie ne jouit d'aucune prérogative : l'imagination débridée qui la caractérise en apparence ne s'écartant jamais de la *doxa* conventionnelle, *Altneuland* n'est et ne peut être que la reproduction fidèle d'un projet foncièrement colonial, occidental, blanc et masculin. Voir, par exemple, Michaël Gluzman, « Longing for Heterosexuality : Zionism and Sexuality in Herzl's *Altneuland* », *Theory and Criticism*, n. 11, Winter 1997, pp. 145-162. (en hébreu).

8. Si le sionisme paraissait en voie d'agonie, voilà que l'Intifada lui a donné un sursaut, une aubaine, estiment les post-sionistes, pour mieux renforcer les pratiques inégalitaires, coloniales et sécuritaires d'exclusion et de discrimination, telles la disposition temporaire adoptée par le gouvernement interdisant à un couple israélo-palestinien de s'établir en Israël (Loi sur l'entrée dans le territoire).

9. C'est la raison pour laquelle, paradoxalement, seul un sioniste (en l'occurrence, l'ancien député travailliste Avraham Burg), pouvait déclarer que le sionisme était mort, cherchant par un propos fracassant à mettre en garde contre une dérive qu'il jugeait, en tant que sioniste, inquiétante.

10. Une des marques de la « nouvelle sociologie » consiste à rompre avec l'exceptionnalisme israélien et à étudier Israël sous l'angle du comparatisme.

11. Cette exigence, qui est tout à l'honneur des post-sionistes, est la seule base sur laquelle un agenda commun, sinon une alliance, pourrait être établi avec leurs rivaux sionistes.

12. Boas Evron, *A National Reckoning*, Tel-Aviv, Dvir, 1988. (en hébreu).

13. Amon Raz-Krakotskin, « Galout Be-tokh Ribonout : Le-Bikoret « Shililat Ha-Galout » ba-Tarbut ha-Israelit » (Exil dans la souveraineté : Pour une critique de la « négation de l'exil » dans la culture israélienne), *Theoria ve-Bikoret*, n° 4, Automne 1993, pp. 23-55. (en hébreu).

14. Haïm Gerber, « Orientalism, Zionism and the Palestinians », *Hamizrah Hahadash* vol. XLIII, 2002, pp. 27-47.

15. Dans leur obstination à ne pas relativiser et nuancer leur propos, les post-sionistes ne tiennent pas suffisamment compte du fait que ces pratiques sont exposées à la critique de la presse d'investigation et surtout à l'intervention et à la sanction juridique de la Cour suprême lorsque celle-ci est saisie par des associations de défense des droits de l'homme.

16. S'il blâme comme raciste toute référence au poids démographique des Arabes Israéliens, en revanche, il ne s'est pas privé de critiquer l'arrivée des Russes en Israël au titre que leur venue en masse visait à contenir la majorité séfarade. Les refuser à cause de leur nombre ne passait plus pour une exclusion, mais pour une revendication légitime. Voir Yossi Yonah, *In Virtue of Difference : The Multicultural Project in Israel*, Tel Aviv, Van Leer Jerusalem Institute and Hakibbutz Hameuchad Publishing House, 2005, p. 135. (en hébreu). La seule réclamation que l'on était en droit sinon dans le devoir d'adresser aux pouvoirs publics au nom de la justice sociale, était de faire en sorte que les immi-

grants russes démunis de qualifications professionnelles ne soient pas placés dans les villes de développement afin de ne pas aggraver les problèmes sociaux que celles-ci rencontrent déjà.

17. Sur les problèmes posés par cette situation, voir Alain Dieckhoff, « La Nation en Israël : entre démocratie et ethnicité », *La Pensée politique* n° 3, 1995, pp. 56-70 et « Quelle citoyenneté dans une démocratie ethnique ? », *Confluences Méditerranée*, n° 54, Été 2005, pp. 69-80.

18. Le drapeau et les armoiries de l'Etat d'Israël ainsi que l'hymne national sont ainsi totalement étrangers à l'univers culturel de la population arabe. En revanche, l'Etat d'Israël a proclamé l'hébreu et l'arabe comme langues officielles, même si de fait l'hébreu est une langue obligatoire pour les jeunes arabes dispensée dès le cours élémentaire, alors que l'arabe est facultatif pour les jeunes juifs.

19. L'aversion pour la nation a pour contrepartie une sympathie déclarée lorsque que le groupe ethnique est, cette fois, minoritaire : dépourvu de cette tentation répressive, il est inoffensif et, de surcroît, en tant que minorité, il est toujours, à un degré ou à un autre, victime du groupe majoritaire.

20. Voir Yossi Yonah et Yitzhak Saporta, « L'éducation à la formation professionnelle et la création de la classe ouvrière en Israël » in H. Hever, Y. Shenhav et P. Motzafi-Haller, *Mizrahim in Israel : A Critical Observation into Israel's Ethnicity* ; Tel-Aviv, Van Leer Jerusalem Institute and Hakibbutz Hameuchad Publishing House, 2002, pp. 68-104. (en hébreu).

21. Voir Yehuda Shenhav, *The Jews-Arabs : Nationalism, Religion, Ethnicity*, Tel-Aviv, 2003. (en hébreu).

22. Voir Baruch Kimmerling, « Les Nouveaux Israéliens – Multiplicité des cultures sans multiculturalisme », *Alpayim* n° 16, 1998, p. 264. (en hébreu).

23. C'est à l'étranger qu'il ressort encore plus : il n'est qu'à voir les Israéliens émigrés, les fameux *yordim* autrefois dénigrés, ou encore les jeunes Israéliens en balade en Inde, au Népal ou en Amérique latine pour attester de la singularité identitaire produite par la socialisation israélienne.

24. Ephraïm Ya'ar a tenté de relativiser ce lieu commun des sociologues toutes tendances confondues en montrant par le biais d'une analyse quantitative les convergences de comportement et d'opinion relevées parmi les différents secteurs de la société israélienne depuis la création de l'Etat jusqu'à nos jours, nonobstant les différences maintenues en matière d'éducation supérieure et de revenu. Ephraïm Ya'ar, « Change and Continuity in Israeli Society : The Test of the Melting-Pot », *Israel Studies*, vol. 10 n°2, Summer 2005, pp. 91-128.

25. Yossi Dahan et Gal Lévy, « Multicultural Education in the Zionist State – The Mizrahi Challenge », *Studies in Philosophy and Education*, vol. 19, 2000, p. 428.

26. Yossi Yonah, *op. cit.*, p. 21.

27. Baruch Kimmerling, *The End of Ashkenazi Hegemony*, Jérusalem, Keter, coll. Ha-Israelim, 2001 (en hébreu). Pour désigner et spécifier ce groupe social autrefois hégémonique, aujourd'hui en déclin, Kimmerling forge le terme (repris dans le titre hébraïque de l'ouvrage) de « Ahoussalim » acronyme hébraïque correspondant aux initiales de « Ashkenazes, laïcs, vétérans, socialistes et nationalistes. »

28. Voir Yossi Yonah, *op. cit.*, p. 175. Reconnaissons que l'auteur s'est montré résolument pragmatique sur ce point : en dépit de sa prétention à définir une politique multiculturelle d'immigration qui tiendrait compte des souhaits de toutes les communautés, au lieu de ne respecter que la revendication

exclusive de la majorité juive, Yonah se range derrière le compromis qui figure dans la Déclaration de Genève (laquelle stipule la reconnaissance d'Israël comme Etat du peuple juif et limite le droit au Retour des Palestiniens au sein de l'Etat d'Israël)

29. On ne naît pas post-sioniste, on le devient. Autrement dit, pour l'être, il faut avoir été initialement sioniste puis avoir rompu avec lui. Ce qui n'est manifestement pas le cas d'Azmi Bishara qui ne peut être soupçonné d'avoir été sioniste. De sorte qu'il est abusif de le considérer comme post-sioniste.

30. Yossi Yonah, *op. cit.*, p. 225.

31. Yossi Yonah, *ibid.*, p. 11.

32. C'est ce qui explique l'ambivalence des « nouveaux sociologues » à l'égard du Shas : ils sont, certes, réservés sinon étrangers au réveil religieux qu'il appelle de ses vœux, mais se félicitent de la dignité de soi qu'il a redonné aux Orientaux, du rejet de la modernité qu'il incarne sans frémissement.

33. Yossi Yonah et Yehouda Shenhav, *What is Multiculturalism ? The Politics of Difference in Israel*, Tel-Aviv, Babel, 2005, p. 150. (en hébreu).

34. Cette proposition peut d'ailleurs être retournée aux ingénieurs de la nation à condition de la reformuler comme suit : l'homogénéité culturelle n'est pas une condition préalable au sentiment d'appartenance.

35. Voir Baruch Kimmerling, *Alpayim*, *op. cit.*, p. 308.

36. Voir Avraham Doron, « Multiculturalisme en Israël et érosion du soutien à l'Etat-Providence », *Journim Bi-Tekoumat Israël* n° 14, 2004, pp. 59. (en hébreu). Avraham Doron estime que le déplacement de l'attention publique des inégalités économiques vers les différences culturelles remet en cause la pertinence et la raison d'être de l'Etat-Providence.

37. C'est ce qui est arrivé avec la Ligue du Nord, qui, s'appuyant sur les différences culturelles irréductibles, estime ne plus devoir répondre d'une obligation de solidarité avec l'Italie du Sud.

38. Si cela est le cas des populations juives (russe, orientale, ultra-orthodoxe et nationale-religieuse), il n'est pas encore avéré que cette mobilisation fonctionne pour les Ethiopiens (pour des raisons de nombre ?) ou pour les Arabes dans leur rapport avec l'appareil d'Etat. La culture comme ressource politique ne marche pas à tous les coups.

39. A cet égard, le bi-nationalisme, perçu pourtant comme une menace plus grande pour l'Etat d'Israël, s'avère plus respectueux de la nation juive que le multiculturalisme. Certes, le premier exige du nationalisme juif qu'il renonce à sa prétention à l'exclusivité au profit d'un arrangement de type consociationnel établissant une stricte parité entre les deux nations. Ce n'est pas le droit à l'auto-détermination de la nation juive qu'il remet en cause, mais son application institutionnelle sous la forme d'un Etat souverain unitaire. En revanche, il prend acte de l'existence d'une nation juive puisque c'est sous cette forme que les Juifs entendent se regrouper, alors que le post-sionisme multiculturel propose l'éclatement du conglomérat interne à la nation juive en faisant valoir l'autonomie et l'auto-suffisance de ses éléments constitutifs. Sionisme et binationalisme sont relativement proches sur la question nationale. Ni l'un ni l'autre ne croient à une nation transcendante judéo-arabe, mais à une co-existence des deux nations, dans le cadre du même Etat pour le binationalisme, chacune dans son

Etat respectif pour le sionisme. L'objection sioniste profonde à l'égard du binationalisme tient à son caractère impraticable. Il est surtout perçu comme un piège tendu par les Palestiniens qui le réclament, lesquels revendiqueront l'exclusivité arabe de la Palestine dès lors que la majorité juive deviendra démographiquement minoritaire. Sur l'idée bi-nationale, voir Tamar Hermann, « The bi-national idea in Israel/Palestine : past and present », *Nations and Nationalism*, vol. 11, n° 3, 2005, pp. 381-401

40. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882), Paris, R. Helleu, 1934, p. 88.